

Entretien avec Philippe Meirieu :

“Si on veut que les enfants aiment l'école, il faut que ce soit un lieu qu'ils habitent vraiment”

Vous avez consacré cinquante ans de votre vie à la pédagogie. Qu'est-ce qui, dans votre histoire personnelle, explique un tel engagement ?

J'ai grandi dans une famille très à droite. Mes parents étaient pétainistes – ce n'est pas pour rien qu'ils m'ont appelé Philippe... C'était des catholiques traditionalistes, lecteurs de l'hebdomadaire *Minute*. Pour le salut de mon âme, ils m'ont envoyé à l'aumônerie à mon entrée en sixième. Mal leur en a pris ! Le concile Vatican II avait fait souffler un vent de liberté et j'ai rencontré là un prêtre ouvrier investi dans de multiples combats et qui m'a ouvert au dialogue entre chrétiens et marxistes. Cela m'a permis de donner un sens, humaniste et politique à la fois, à ma révolte adolescente. Mes parents, malgré l'affection que je leur portais, incarnaient, eux, une vision du monde dans laquelle je ne me retrouvais pas. Beaucoup de choses se sont jouées là, dans la volonté de rompre avec la génération qui m'avait précédé. A l'origine de mon engagement de pédagogue, il y a donc le projet naïf d'un adolescent révolté et généreux qui rêvait d'un monde plus fraternel et juste. J'étais bourré de bons sentiments ! J'imaginai que l'éducation pouvait, à elle seule, rendre le monde plus solidaire. Cela m'a valu beaucoup de moqueries. Je reste néanmoins un idéaliste impénitent, même si je sais maintenant que la réalité est évidemment plus complexe.

L'école doit « autoriser à donner tort au Père », dites-vous.

J'ai découvert à l'école que mon univers familial n'était pas le seul au monde et qu'il y avait d'autres manières de voir et de penser. Et ça ça a été formidablement libérateur. Bien sûr, le but de l'école n'est pas d'encourager les élèves à se construire contre leur famille ni de les inciter à devenir des révoltés permanents... mais elle doit permettre à chacune et chacun de se dégager d'un rapport d'identification absolue à ses parents. « Agrandir le cercle » est un des enjeux majeurs de l'éducation : l'enfant naît dans sa famille nucléaire, il découvre ensuite la famille élargie, les voisins, le quartier... Et l'école doit poursuivre cette découverte bien au-delà, vers d'autres langages, d'autres univers, jusqu'à la planète entière. Elle doit apprendre progressivement à l'enfant à interroger ses croyances à la lumière des connaissances qui lui sont transmises, pour « penser par lui-même » et, aussi, « contre lui-même ».

Votre père et votre instituteur se sont d'ailleurs trouvés un jour en opposition...

L'anecdote est insignifiante, mais elle fut déterminante, comme souvent en éducation. Mon instituteur nous avait fait un cours de géographie et expliqué que le Finistère était divisé administrativement en deux zones, le Nord et le Sud. J'avais raconté cela au repas du soir à mon père qui m'avait rétorqué : « *Tu as du mal comprendre ce qu'a dit le maître. C'est vraiment une ânerie !* » Mais, ce jour-là, j'ai pu prouver à mon père que mon instituteur avait raison... en allant chercher le calendrier des Postes ! Cet épisode m'a permis de comprendre que l'affection filiale n'interdisait pas l'émancipation

intellectuelle : je n'étais plus celui qui devait penser comme son père mais celui qui était capable d'entendre une autre parole et, surtout, de confronter celle-ci à des sources dans une démarche de recherche.

Aimiez-vous l'école ?

Comme tous les écoliers, je l'aimais quand elle me permettait de réussir et d'être fier de moi. Mais, surtout, parce qu'elle fut pour moi un lieu d'émancipation, de rencontres et d'engagements. Je fais partie d'une génération qui a milité pour les premiers délégués de classe et représentants d'élèves dans les instances du lycée. Outre les connaissances que m'ont transmises mes enseignants, j'ai trouvé à l'école quelque chose de précieux : la possibilité de m'engager dans des collectifs. J'ai été délégué de classe, délégué de mon lycée, je me suis battu pour faire vivre un ciné-club – et un ciné-club mixte à une époque où c'était loin d'être acquis... Si on veut que les élèves aiment l'école, il faut que ce soit un lieu qu'ils habitent vraiment et leur offre des occasions de s'engager.

Vous évoquez un moment de brouille avec l'école...

En cours moyen, j'ai eu des résultats très médiocres. Je me passionnais alors pour le creusement du tunnel du Mont blanc. Tout mon argent de poche passait dans des publications sur le sujet. Mais à aucun moment, mon enseignant ne s'est appuyé sur cette passion pour m'enseigner les mathématiques et la géographie ou me demander de faire un exposé en classe ! On m'a souvent accusé de prôner une pédagogie qui se calerait de manière démagogique sur ce qui intéresse spontanément les élèves... C'est faux, évidemment, mais pourquoi ne pas essayer de repérer, dans ce qui mobilise les élèves, ce qui peut être un levier pour les faire accéder à des savoirs scolaires et les faire progresser vers toujours plus d'exigence de précision, de justesse, de vérité ?

Faut-il en finir avec le cours magistral ?

Le cours magistral fait partie des outils que les enseignants doivent maîtriser et utiliser ; il a une fonction précieuse, mais il ne peut pas être complètement hégémonique. Les enseignants ne doivent pas se sentir coupables quand ils mettent en place de la recherche documentaire, des dispositifs d'entraide entre élèves ou de coopération : ce sont des situations essentielles à faire vivre à nos élèves. Quand j'ai commencé à utiliser le travail de groupe en tant que jeune enseignant, j'avais le sentiment de ne pas faire ce pour quoi j'étais payé. Or, bien préparer ce type de séance est pourtant tout aussi exigeant que de concevoir un bon cours magistral !

Vous avez été engagé en politique. Cette expérience vous a-t-elle laissé un goût amer ?

Pas du tout. Les chercheurs sont aussi des citoyens et, dès lors qu'on ne confond pas les rôles, la collaboration est utile... Je constate juste que les décisions politiques manquent souvent d'ambition et de continuité. A la suite de la consultation initiée par Claude Allègre que j'ai présidée en 1998, nous avons formulé 49 propositions pour la réforme des lycées. Le ministère en a repris cinq, et aujourd'hui il n'en reste plus guère qu'une : les conseils de la vie lycéenne. Les autres ont été balayées par les réformes successives. L'évolution du système éducatif est beaucoup trop inféodée aux alternances politiques. Je regrette que le champ de l'éducation ne dispose pas d'une instance institutionnelle qui évite de sombrer dans cette succession de réformes contradictoires que la France connaît depuis des années.

Vous qui défendez l'« éducation des inéducables », comprenez-vous que les enseignants soient parfois assaillis par un sentiment d'impuissance ?

Dès lors qu'on ne veut se résigner à aucun échec, à aucune exclusion, on peut effectivement avoir un sentiment d'impuissance et même de désespérance. Je l'ai vécu moi-même ! L'éducabilité est un pari qui se heurte à des réalités difficiles à surmonter. Mais abandonner ce postulat, c'est accepter l'idée qu'il y aurait des êtres inéducables qui ne seront jamais des citoyens à part entière. Et ça, ce n'est pas possible ! L'éducabilité de toutes et tous, pour un enseignant, c'est comme la beauté pour l'artiste. Il ne faut pas cesser de la chercher, même si l'on ne parvient pas toujours à l'atteindre. C'est ce qui nous permet d'inventer et d'avancer, ce qui fait la grandeur de l'entreprise éducative.

Propos recueillis par Marion Rousset pour telerama.fr